



DEMAIN LA MAISON SERA...

FACE-À-FACE

entre la designeuse Matali Crasset et le sociologue Gaétan Brisepierre, correspondant du réseau de recherche Leroy Merlin Source.



RÉVOLUTIONNÉE

« IL NE FAUT PAS SOUS-ESTIMER LA CAPACITÉ DE CHANGEMENT DES ÊTRES HUMAINS »

DÉCONSTRUIRE LA MAISON, LA RÉFLÉCHIR AUTREMENT ET SORTIR COMPLÈTEMENT DES NORMES COMMUNÈMENT ADMISES COMME LA PROPRIÉTÉ À TOUT PRIX OU LE CHAUFFAGE CENTRAL, SYMBOLE DU CONFORT MODERNE. MATALI CRASSET, DESIGNeuse À L'ORIGINE NOTAMMENT DU NICOIR, MAISON SYLVESTRE CONÇUE EN COLLABORATION AVEC LE CENTRE D'ART VENT DES FORÊTS (MEUSE), ET GAËTAN BRISEPIERRE, SOCIOLOGUE SPÉCIALISÉ DANS LES ÉNERGIES ET LA RÉNOVATION, ÉCHANGENT SUR LEURS VISIONS DE L'HABITAT, PARTICULIER ET COLLECTIF. NOUS ÉTIIONS SUR LE CHANTIER.

QUELLE EST VOTRE PERCEPTION DE L'HABITAT ?

GAËTAN BRISEPIERRE : C'est le lieu de vie du quotidien, le « chez soi » de la famille sous toutes ses formes. Un lieu de liberté, mais aussi de contraintes, parce qu'il est encastré dans des organisations régulées : logement social, copropriété, lotissement. C'est un espace de cohabitation et de covoisinage, plus ou moins heureux, mais dans lequel on va retrouver aussi des catalyseurs de changements sociaux, sur la technologie et l'environnement en particulier.

MATALI CRASSET : Un espace où, bien sûr, on doit se sentir bien, mais où l'on doit aussi être actif. Mon combat, c'est



comprendre les structures qui régissent l'habitat, pour les détourner, casser des codes forts, notamment dans le mobilier et l'organisation de l'espace trop compartimenté de la maison. Si on n'essaie pas de changer les choses dans la maison, on ne peut pas envisager de changer ce qui se passe en dehors.

Y A-T-IL DES CONCEPTS D'HABITAT QUI VOUS AGACENT ?

M.C. : Chacun est libre. Les concepts multiples sont une bonne chose. Mais il faudrait quand même que certains de ces concepts laissent leur place. L'idée du pavillon, de la propriété, par exemple, très ancrée culturellement en France. Avoir sa maison est un frein au changement. Il faut arrêter de penser que chacun va avoir son bout de terrain. Ce n'est pas ça vivre ensemble. J'ai par ailleurs très longtemps refusé de dessiner un canapé, cet objet statutaire, hérité de la vision bourgeoise de l'habitat et très représentatif d'une mauvaise idée des années 1980 qui a la peau dure : le cocooning. Une notion qui a été, et est encore, poussée par les magazines de déco, le bien chez-soi extrême. La porte de la maison en devient presque imperméable à l'autre, au voisin.

G.B. : On entre pleinement dans la société de consommation, à travers le canapé ou d'autres symboles du « confort moderne », comme le chauffage central et surtout l'équipement électroménager, donc une vision assez productiviste de l'espace domestique. Je pense aussi à l'ascenseur, au parking, des choses assez récentes finalement, qui répondent à certains besoins mais standardisent la vie quotidienne. Qui dit maison individuelle, dit voiture personnelle, équipement à soi, trajet pendulaire pour aller travailler, dans les grands centres commerciaux... Il faudrait sortir de la vision technicienne de l'habitat, ces « utopies d'ingénieurs », la *smart city*, un désir profond de têtes pensantes et d'industries, aux commandes, avec des investissements faméaux à rentabiliser.

L'HOMME EST-IL PRÊT À CHANGER EN PROFONDEUR SA FAÇON D'HABITER ?

G.B. : L'habitat est le lieu des habitudes. Des routines imposantes et rassurantes. Mais il y a aussi l'aspect contextuel de notre société et des organisations

qui la composent, prêtes à valoriser certaines pratiques et pas d'autres. C'est cela qui empêche ou freine les transformations. Malgré les problèmes de changements climatiques, on reste ancré dans la société de consommation, pour se réaliser, pour obtenir le meilleur possible pour soi et les siens, et cette société ne permet pas vraiment le changement, ou du moins ne l'accompagne pas. Et ce n'est pas pour rien si des prises de position personnelles, citoyennes, sont bien souvent méprisées dans un premier temps par les professionnels. Or, mettre en cause la responsabilité individuelle de chaque citoyen – comme on peut le voir et entendre de plus en plus – dans le frein au changement global de la société, c'est mesquin et contre-productif au sein de la société elle-même.

« IL FAUT ARRÊTER DE PENSER QUE CHACUN VA AVOIR SON BOUT DE TERRAIN. CE N'EST PAS ÇA VIVRE ENSEMBLE. »

M.C. : Chacun va approcher le changement par ses centres d'intérêt fort. La nourriture, l'énergie, les déchets, le transport, et sans doute amorcer des processus de prise de conscience et de transformation des habitudes.

G.B. : Il ne faut pas sous-estimer la capacité de changement des êtres humains. On constate paradoxalement que l'innovation ne vient plus seulement des grandes entreprises et centres de recherche, de l'extérieur, mais aussi de l'habitant lui-même, qui ne veut plus attendre qu'on lui dicte le sens du progrès. En particulier sur la question de l'énergie, de la démarche zéro déchet (voir p. 189), ces choses qui dépassent les pratiques de la société de consommation, les crises environnementales et économiques. La dynamique du collectif est plus porteuse que l'innovation clé en main.

L'HABITAT CONCENTRE ÉNORMÉMENT DE RÉFLEXIONS SUR L'ÉNERGIE. N'EST-IL PAS LE MEILLEUR VECTEUR DE LA TRANSITION ?

G.B. : On ne pourra pas faire la transition énergétique sans l'habitat et ses habitants. L'autorénovation peut se montrer plus efficace que les sociétés spécialisées et les pouvoirs publics ne subventionnent pas ce genre d'initiative. Les promoteurs, subventionnés, ont coutume de dire que cela va être mal fait sous prétexte que l'habitant s'approprie et change son espace. Mais cette autopromotion est de très bonne qualité, parce que les gens le font pour eux-mêmes. C'est de l'innovation quotidienne, comme le fait de mettre une feuille d'aluminium derrière un radiateur pour augmenter son pouvoir chauffant. Mais le citoyen, lui, n'écarte pas le professionnel. Ce sont des chantiers hybrides. Il faut alors questionner la relation entre particulier et professionnel.

ON PARLE DE PLUS EN PLUS DE LA POSSIBLE AUTONOMIE DE L'HABITAT. CETTE AUTOSUFFISANCE EST-ELLE VIABLE ?

M.C. : C'est un secteur qui m'intéresse. J'ai entamé des réflexions concrètes comme une douche intelligente, un ensemble sanitaire intégré, avec récupération des eaux grises pour une réutilisation dans les toilettes et pour les plantes, une consommation maîtrisée, des soins préventifs avec une diffusion d'agents relaxants. Mon autre projet, plus global, est une cuisine circulaire à deux étages avec un électroménager autour d'un point central où serait disposé un lombricompost pour les biodéchets. L'espace supérieur mêle un salon et une serre en permaculture (voir p. 207).

G.B. : Sur la question de l'énergie, c'est amusant de voir que, pendant des années, le gouvernement a poussé vers les énergies renouvelables, mais reliées et liées au réseau traditionnel et qu'aujourd'hui on peut subventionner un équipement qui tend vers la vraie autonomie. En parallèle, il ne faut pas sous-estimer le mouvement zéro déchet, qui revient finalement à ce que chacun gère ses propres détritiques, la transformation d'une partie de ces derniers par lombricompostage, mais de fait, aussi, la manière dont on fait ses courses, habille son intérieur. Là aussi, il y a de l'innovation !

**WED : LA CONSTRUCTION COLLABORATIVE, PARTICIPATIVE, A-T-ELLE UN AVENIR EN FRANCE ?**

G.B. : C'est une vraie tendance forte. Dans certains HLM, la rénovation peut maintenant être étudiée en amont avec les habitants, et non plus en imposant deux ans de travaux sans consultation. Les habitants planifient ensemble les travaux. Bien sûr, on ne les transforme pas en architectes, mais on dépasse le stade de la concertation basique. Pour les copropriétés, il ne s'agit plus seulement de voter. Ce sont les habitants qui paient directement. Ils coproduisent des projets et n'ont plus à devoir trancher entre deux devis venus d'un syndic.

M.C. : Cet exercice a des limites. La capacité à se projeter dans les réalisations, notamment. C'est un vrai métier. Il faudrait résoudre cet aspect du collaboratif en France, la non-professionnalisation de l'encadrement de ce genre de projet. On a du retard. En Suisse, des quartiers entiers sont conçus de manière collaborative.

G.B. : En Allemagne, vous avez la maîtrise d'ouvrage collectif, un vrai métier, et l'autopromotion est une solide 3^e voie de construction de logement, qui implique à chaque fois plusieurs familles, des locaux professionnels... En France, où HLM et promotion privée prédominent largement, on a encore une vision trop militante du participatif. C'est soit oui, soit non. Toutefois, à Strasbourg, vous avez le cas de K'Hutte, qui est la plus large opération d'autopromotion du pays, avec 36 familles impliquées et l'accompagnement par des professionnels. Ils fabriquent ensemble l'immeuble, les espaces partagés et font déjà évoluer les pratiques. On voit enfin émerger le rôle d'assistant à maîtrise d'ouvrage. C'est encore rare mais il vient encadrer la conception de l'habitat collaboratif, avec des profils hybrides : animation, conseil/marketing, architecte.

M.C. : Il y a un déficit de confiance entre le particulier et le BTP. Quand on construit une maison à plusieurs on a un intérêt différent. Le promoteur, face à ça, va aussi changer de métier, aller vers des choses plus singulières, moins standardisées. Aujourd'hui, quand on construit un bâtiment, on perd une somme d'argent folle en marketing, en dépassement et dans les assurances, par défiance et peur des déconvenues avec les prestataires. Tout cet argent,



LA CAPSULE VÉGÉTALE, de Matali Crasset, mêle cuisine, salon et permaculture.

« EN SUISSE, DES QUARTIERS ENTIERS SONT CONÇUS DE MANIÈRE COLLABORATIVE. »

sur une construction partagée, pourrait être utilisé pour apporter un meilleur confort aux habitants.

G.B. : Les promoteurs et bailleurs sociaux ont l'impression de faire du participatif en ajoutant une salle commune dans un logement collectif qui n'a pas été conçu de manière collaborative. Cette salle devient vite un boulet et cristallise les tensions. Le logement collaboratif, c'est sortir des carcans des 50 dernières années, avec des terrasses collectives, des pièces communes qui changent de place, ou des caves disposées en hauteur, à l'extérieur, pour gagner de la place en sous-sol. Le logement ancien date en majorité des Trente Glorieuses (entre 1945 et 1973). Il doit être rénové, amélioré. Mais on n'y arrivera pas simplement par des réglementations, il faut aussi bousculer les habitudes. Est-ce qu'on va trouver la solution en plaçant un nouvel isolant tous les 50 ans sur le

logement ancien ? Non. Il faut l'adapter plus globalement aux modes de vie des gens, prévoir des espaces pour les vélos pour favoriser le transport alternatif, un local poubelle plus grand pour le tri des déchets et leur réduction... Derrière une nécessité technique de rénovation, il faut penser un projet collectif de vie.

WED : QUEL SERAIT L'HABITAT IDÉAL, DEMAIN ?

G.B. : Ce serait un lieu où l'habitant a son mot à dire, avec une gouvernance partagée. Je vois un habitat « soft-tech », une technologie contrôlée et pragmatique, pour ne pas systématiquement aller vers des solutions complexes. Un habitat économe, qui n'est pas radin ou moins confortable, mais plus en adéquation avec les économies d'énergie, la conservation de la chaleur, la gestion des déchets.

M.C. : Quand j'avais réalisé des projets pour l'hôtellerie, j'en avais cassé les codes. Que dans cet endroit les gens ne se sentent pas, justement, comme chez eux. Mais on pourrait tenter cette même expérience pour le foyer. Que soient conçus des habitats novateurs, qui changent la donne et qu'on puisse venir tester ce nouveau mode de vie, pour une nuit ou trois jours. Cela pourrait apprendre des notions et permettre d'expérimenter, de prendre conscience et l'articuler dans son vécu. ♦

matalicrasset.com
gbrispierre.fr